

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE D'AIGUES MORTES

Réf : ARR 2018/N°137/3.5

OBJET : REGLEMENT OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de la commune d'Aigues-Mortes,

Vu le Code des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2222.1 et suivants,

Considérant la délibération n° 91.12.2011 prise en date du 15 décembre 2011 approuvant la mise en œuvre d'un règlement d'occupation du domaine public.

ARRETE

**REGLEMENT D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
DE LA COMMUNE D'AIGUES-MORTES
AUX FINS D'ACTIVITE PROFESSIONNELLE REGULIERE**

Conformément aux dispositions d'une part du code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L 2122-1 à L 2122-3 et L 2125-1 à L 2125-6 et d'autre part du code de la voirie routière et notamment son article L 113-2, le Maire, détenteur du pouvoir de police sur le domaine public, est habilité à délivrer des autorisations d'occupation temporaire de ce domaine.

L'autorisation d'occupation du domaine public est donnée au demandeur par voie d'arrêté municipal, elle est précaire et peut être révoquée à tout moment par la personne publique propriétaire.

L'autorisation d'occupation du domaine public ne confère pas de droits réels à l'occupant et est soumise au paiement d'une redevance.

Le présent règlement a pour objectif de déterminer les conditions générales et particulières d'occupation du domaine public sur le ressort territorial de la Ville d'Aigues-Mortes.

I) Dispositions générales :

ARTICLE 1 : LIEU D'IMPLANTATION ET SUPERFICIE

I. - L'EMPRISE SUR LE DOMAINE COMMUNAL EST ACCORDEE EN FONCTION :

- a) de la réglementation applicable en matière de circulation et de stationnement (zone à caractère piétonnier ou non). Sont considérés comme zones piétonnes, toutes rues ou parties de rues, places et espaces faisant l'objet d'un arrêté d'interdiction de circulation et de stationnement automobile de manière continue ou ponctuelle au cours de l'année ;
- b) de la largeur de la voie ou place ;

- c) de la détermination de la surface concédée. Le mode d'évaluation de la surface concédée est établi selon les critères suivants :
- longueur : équivalente à l'emprise du commerce sur la voie publique exclusivement. Toute extension devant porte, mur aveugle ou autre ne sera envisageable qu'avec l'accord express de la Municipalité, suite à une demande écrite.
 - profondeur : - limitée à la distance comprise entre la vitrine du commerce et les espaces réservés aux véhicules d'interventions et secours, et à la circulation publique en tenant également compte des impératifs d'aménagement et d'embellissement de la cité.
- établie contradictoirement entre l'exploitant et le régisseur municipal.
- d) Le fait pour toute personne ayant placé sur une voie ouverte à la circulation publique ou à ses abords immédiats un objet ou un dispositif de nature à apporter une entrave à la circulation, de ne pas obtempérer aux injonctions adressées, en vue de l'enlèvement du dit objet ou dispositif, par un des agents habilités à constater les contraventions en matière de circulation routière, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe.

Il est précisé que les espaces réservés par l'exploitant pour la circulation des clients, entre ses présentoirs et ceux permettant l'accès à l'établissement lui-même, font partie intégrante de la surface concédée, que cette dernière ne saurait être inférieure à 1 (un) m² et que tout mètre carré entamé est considéré comme ayant été concédé en totalité, donc ouvrant droit à la perception de la redevance d'occupation.

ARTICLE 2 : DUREE D'AUTORISATION

1. L'autorisation d'occupation du domaine public donnée par voie d'arrêté municipal, n'est valable, que pour la période comprise **entre le 1^{er} avril de l'année n et le 31 mars de l'année n+1**. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.
Chaque permissionnaire doit renouveler sa demande d'autorisation au plus tard le 31 mars de chaque année.
En cas d'ouverture de commerce après cette date, la demande d'autorisation doit être présentée 15 jours au moins avant l'ouverture.
2. **Durant l'année considérée, l'occupation du domaine public est établie, pour un usage réel.**
En conséquence, lorsque l'utilisateur maintient du matériel sur le domaine public, il ne pourra fermer son établissement plus de quatre semaines consécutives, sauf à remiser le dit matériel.

ARTICLE 3 : CARACTERISTIQUES DU PERMIS D'OCCUPATION

1. – L'autorisation d'occupation du domaine public est délivrée à titre **précaire et révocable**. Elle n'est pas créatrice de droit au profit de ses bénéficiaires. Ces derniers n'ont ainsi droit, ni à son obtention, ni à son maintien, ni à son renouvellement. Il en résulte, qu'en aucun cas, le permissionnaire de la dépendance domaniale concernée ne pourra se prévaloir de la législation sur la propriété commerciale, pour prétendre à un maintien dans les lieux, ou à une quelconque indemnité d'éviction.
2. - Le permis d'occupation accordé revêt **un caractère personnel**. En conséquence, en cas de changement d'exploitant, le(s) permissionnaire(s) en titre, s'engage(nt) obligatoirement :
 - a) à porter cette nouvelle situation à la connaissance de la Municipalité ;
 - b) à informer la ou les personnes concernées de la nécessité de solliciter de l'autorité municipale un nouveau permis d'occupation.

En cas de cession d'activité par le permissionnaire pendant la période de validité de l'autorisation, le cessionnaire doit déposer une demande d'autorisation d'occupation précaire du domaine public auprès de la Mairie, avant même de continuer l'exploitation entreprise par le cédant. Afin de ne pas nuire à l'exploitation de l'activité commerciale, la Municipalité s'engage à répondre à la requête, dans un délai maximum de 8 jours à compter de la réception de la demande d'autorisation du cessionnaire.

En cas de changement de l'activité commerciale ci-dessus déclarée, avec ou sans changement d'exploitant, seule l'obligation exposée ci-dessus au **2-a)** trouvera à s'appliquer.

3. - Le permis d'occupation du domaine public est **incessible**. En conséquence, aucune concession de location ou prêt à usage, au profit d'un tiers sur la totalité ou une partie de l'assiette définie à l'article 1 du dit permis, n'est autorisée.

ARTICLE 4 : DETERMINATION DES TARIFS AFFERENTS AUX DROITS D'OCCUPATION

- Les tarifs des droits d'occupation sont votés par le Conseil Municipal ou fixés par le Maire par délégation du Conseil Municipal conformément aux dispositions réglementaires de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

- Tout dépassement constaté par rapport à l'autorisation accordée donnera lieu au paiement d'une somme forfaitaire de 100 €/jour/m².

ARTICLE 5 : PAIEMENT DES DROITS D'OCCUPATION

La redevance est due pour l'année entière, y compris pour les saisonniers, quelle que soit la durée d'occupation du Domaine Public.

La redevance est payable d'avance (article L2125-4 du CGPPP) dans les 15 jours qui suivent l'envoi du titre de recette par la commune. Passé ce délai, une majoration de 10% sera appliquée ; de plus le redevable s'exposera à un retrait ou un refus de renouvellement de son autorisation.

Le permissionnaire est le redevable légal de la totalité des droits pour l'année en cours, il ne peut invoquer la cession de son activité commerciale à un tiers pour diminuer le montant des droits dus.

Le règlement s'effectue auprès de la Trésorerie d'Aigues-Mortes, après l'émission d'un titre par la commune.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION

I. - REGLEMENTATION APPLICABLE A TOUTES LES AUTORISATIONS.

A) Réglementation relative au matériel susceptible d'être installé sur l'assiette définie par l'autorisation d'occupation du domaine public :

- a) Il ne peut être installé que du mobilier (présentoirs, supports tarifaires,...) en harmonie avec le site (code annexée couleur) **et présenté en Mairie pour autorisation, après approbation de la Commission**. Ce mobilier ne doit en aucun cas occulter le ou les commerces voisins et entraver la sortie de l'établissement, ou porter atteinte de quelque manière que ce soit (visuelle, sonore ou autres) à la qualité de l'environnement et du site.
- b) Le matériel installé sur les terrasses devra être empilé au plus près de l'établissement et ne devra pas dépasser 1.40 m de haut.
- c) Il n'est autorisé qu'un mannequin sur pied, en façade tous les 2 mètres par magasin, avec un maximum autorisé de 8 mannequins par établissement. Donc, seuls les mannequins sur pied dont la hauteur ne devra pas dépasser 1m40 seront autorisés contre le mur **et non pas accrochés en façade.**
- d) de même, il ne peut être installé qu'un seul panneau par commerçant (d'une hauteur maximale de 1.40m) à l'intérieur du périmètre d'occupation du domaine public ;
- e) un seul support de présentation de la carte des menus occupant un espace au sol de 100 sur 80 centimètres est autorisé par établissement de restauration. Les supports lumineux de menu doivent être alimentés par une tension maximum de 24 volts et produire une lumière fixe et monochrome.
- f) Aucun support de menu ni présentoir ne seront tolérés sur les tables de restaurants.

- g) les objets et mobiliers installés sur le périmètre faisant l'objet de l'autorisation, tout comme les menus, les jardinières et autres bacs à fleurs ne doivent pas dépasser le périmètre défini pour l'occupation du domaine public. En cas de litige ou contestation, la Mairie se réserve le droit de modifier la hauteur maximale autorisée
- h) les jeux (type flippers, baby-foot, voitures,...) électriques ou mécaniques ne sont pas acceptés. Il en est de même pour les appareils de réfrigération (type appareil à glace, banque réfrigérante de conservation, ...), les comptoirs provisoires, les matériels de distribution de produits ou tous procédés permettant la cuisson, la friture et la préparation d'aliments, ces derniers pouvant occasionner des nuisances pour le voisinage ;
- i) les drapeaux et oriflammes sont interdits (pas de publicité sur pied), dans la zone verte et la zone rose.

- j) les présentoirs permettant l'étalage et les dépôts de marchandises doivent être impérativement installés à l'intérieur des limites du droit d'occupation. Les présentoirs placés, perpendiculairement aux façades ou contre elles, et dans la limite de 50 cm de largeur ne peuvent avoir une hauteur excédant 1,40 mètre. De même, il faut éviter les articles occultants.

Les présentoirs de cartes postales peuvent avoir une hauteur à 1,80 m à la condition expresse qu'ils soient installés au plus près de la façade du commerce.

Aucun article ne doit être suspendu aux bâches montantes ou tout autre support (exception faite des façades), ni empiéter hors de la surface concédée. Il est ici rappelé que tout empiètement hors de la surface concédée relève des dispositions de l'article 4.

Les supports publicitaires ne doivent pas gêner la visibilité des commerces mitoyens.

- k) Aucun comptoir de vente directe ne peut être installé sur l'espace réservé à l'Occupation du Domaine Public.
- l) les objets et marchandises exposés doivent se rapporter à l'activité principale du permissionnaire telle que déclarée dans l'imprimé de demande d'autorisation et être cantonnés à l'intérieur de l'emplacement autorisé ;
- m) les parasols et les bâches sont interdits sauf pour les commerces de bouche. Dans ce cas, ils doivent être installés dans les limites allouées et ne porter aucune publicité ; seul le nom du restaurant doit figurer.
- n) suivant la zone, il peut être autorisé l'installation d'un plancher amovible, en bois, après accord de la municipalité qui en fixera les dimensions ; cette structure devra être démontée dès qu'une fermeture au-delà de 4 semaines sera effective. En cas de non-respect, la structure pourra être démontée et stockée par les services communaux aux frais du permissionnaire.
- o) aucune bâche ne peut être installée perpendiculairement aux façades sauf en cas de pluie ; celle-ci devra être alors, transparente. De même, il ne peut être utilisé de panneaux pleins pour matérialiser la séparation entre les surfaces occupées par des commerces différents. Toute séparation (autre que bâche ou panneau plein) répondant aux normes doit être amovible et ne peut servir de support à aucun affichage, publicité ou objet destiné à la vente. Elle ne saurait excéder les dimensions définies en f). Dans tous les cas, tous les systèmes de séparation doivent faire l'objet d'un accord préalable de la Mairie.
- p) Pour des raisons de sécurité, aucun matériel électrique sonore ou lumineux ne doit être utilisé dans l'emprise de l'autorisation accordée. Il en va de même pour les dispositifs de chauffage.
Ne seront tolérés pour les métiers de bouche que les systèmes de chauffages au gaz répondant aux normes NF et CE avec un système de coupure automatique. Le matériel devra respecter la norme en vigueur EN 14543 + A1 de septembre 2007 et les arrêtés du 02/08/1977 et du 29/07/2003.
- q) Aucun éclairage ne doit être accroché aux stores. Les éclairages de couleur sont interdits sous les parasols.
Seuls les projecteurs fixes reliés au réseau boîtier et non par prise répondant aux normes en vigueur, sont tolérés.
- r) Tous les commerces de vente à emporter doivent impérativement implanter une poubelle de dimension suffisante et dépourvue d'annonces publicitaires à l'intérieur du périmètre faisant l'objet de l'autorisation.
- s) *Les containers à déchets mis à disposition, ne peuvent être déposés sur le Domaine Public que la veille au soir du jour de la vidange.
Les poubelles doivent être impérativement enlevées dans la matinée après le passage de la benne collectrice.
Après le passage de ces véhicules, il est interdit de déposer tout nouveau récipient sur les trottoirs ou sur la voie publique. (Arrêté 586/8.8 du 31 octobre 2014).*

B) Protection du domaine public

a) les activités sonores amplifiées ou non, sont interdites sur le domaine public objet de l'autorisation, sauf accord préalable et exceptionnel de la Municipalité conformément aux articles 1, 2 et 3 de l'arrêté préfectoral N°99/1869 du 22/06/99.

b) l'emplacement autorisé doit être tenu par le(s) permissionnaire (s) en constant état de propreté ; Pour toute nouvelle installation, moquette et autre revêtement ne seront plus autorisés.

c) toutes les installations (exemple : plancher rapporté) érigées sur l'emplacement autorisé doivent être démontables et disposées de façon à :

-laisser impérativement le libre accès aux engins de secours destinés à la protection des personnes et des biens (bande de roulement de 3 mètres minimum entre terrasse et bordure de trottoir) ;

- n'occasionner aucune dégradation du domaine public communal. Afin de satisfaire à cette exigence, l'autorisation donnée est, dans tous les cas, subordonnée à l'engagement express du ou des concessionnaires, de remettre les lieux dans leur état initial à l'expiration ou la révocation de l'autorisation ;

-préserver la libre circulation du public et l'accessibilité,

-permettre l'accès aux résidences privées ;

-être retirées périodiquement afin de pouvoir nettoyer les surfaces qu'elles recouvrent (1 fois par an minimum).

Pour toute nouvelles installations ou réfections de planchers, ceux-ci devront permettre l'écoulement des eaux de pluie ou de lavage dans le caniveau.

Les commerces qui installent des planchers-estrades à l'année devront procéder à leur enlèvement durant la fermeture de leur établissement lors des congés annuels afin que le nettoyage puisse être effectué sur l'espace concédé.

En cas de non-respect, les planchers-estrades pourront être démontés et stockés par les services communaux aux frais du permissionnaire.

Dans le cas où des terrasses sont en vis à vis, les concessions sont accordées équitablement entre les façades des bâtiments, après déduction d'une bande de roulement et d'un couloir réservé à la circulation des piétons et véhicules de secours.

Les éventuelles détériorations des installations implantées sur l'emplacement autorisé, causées par les services de sécurité agissant dans le cadre de leur mission, ne sauraient en aucun cas être imputables à l'autorité publique et restent à la seule charge du permissionnaire.

En cas de manquement au respect des dispositions du présent article, une somme forfaitaire de 100 €/jour/manquement sera perçue au profit de la commune.

ARTICLE 7 : REVOCATION DE L'AUTORISATION

I. - MOTIFS DE REVOCATION

- 1) la violation répétée de l'une des dispositions édictées par le présent règlement est sanctionnée par la révocation de la permission d'occupation précaire de l'emplacement autorisé. Cette révocation peut intervenir à tout moment dès lors que le permissionnaire ne satisfait pas à ses obligations.
- 2) L'autorisation d'occupation du domaine public peut, de plus, être révoquée à tout moment dès lors que la sécurité, la tranquillité et la salubrité sur le domaine public l'exige.

II. - MISE EN ŒUVRE

La révocation prend la forme d'un arrêté municipal de retrait de l'autorisation d'occupation du domaine public notifié à l'intéressé selon toute forme juridique admise.

Le retrait de l'autorisation interviendra après mise en demeure et en cas d'inobservation des remarques faisant l'objet du rappel.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE L'AUTORISATION

L'autorisation accordée peut être modifiée par la Municipalité, si elle le juge nécessaire.

ARTICLE 9 : HARMONISATION DES BACHES ET ENSEIGNES

Afin d'harmoniser le visuel des commerces et afin que chacun participe à l'embellissement de la cité, la ville a élaboré, en liaison avec l'architecte des bâtiments de France, des préconisations esthétiques pour les enseignes, façades et bâches. Ces préconisations sont reprises dans l'annexe 1 du présent règlement sous l'intitulé « Aigues-Mortes Label ». Il est vivement demandé aux permissionnaires de se conformer à ces orientations.

II) Dispositions spécifiques :

ARTICLE 10 : COMMERCES DE BOUCHE BENEFICIAIRE D'UNE AUTORISATION D'OCCUPATION COMPRENANT UNE ZONE OMBREEE DE PARASOLS.

Dans un souci de sécurité et de valorisation esthétique du cadre de vie, notamment de ses places, la commune met à disposition des bénéficiaires d'autorisation du domaine public pour les commerces de bouches, des parasols qui sont installés sur les emplacements destinés à l'accueil de la clientèle.

Ces dispositifs sont les seuls admis sur le domaine public faisant l'objet de la présente convention.

Les parasols sont posés par les services communaux, et mis à la disposition du bénéficiaire de l'autorisation pendant toute la saison touristique. Il est entendu que pour des raisons techniques, d'intérêt général ou de sécurité, la ville se réserve le droit de procéder au démontage de ces installations.

Pendant la période de mise à disposition, le bénéficiaire est soumis aux obligations classiques de l'utilisateur et doit, notamment :

- *Assurer l'entretien courant du matériel (nettoyage des bâches, maintenance des systèmes électriques...)*
- *Se conformer aux recommandations d'usage définies par le constructeur.*
- *Rabattre les parasols pendant les périodes de fermeture de l'établissement et en tout état de cause en cas de vent important.*

La commune, en tant que propriétaire, est assurée en cas de vol et d'incendie.

Dans le cas d'actes de vandalisme, notamment en cas de déchirure des bâches du fait d'un tiers, la prise en charge des réparations est partagée entre la commune, propriétaire, et l'exploitant, utilisateur devant en assurer la garde.

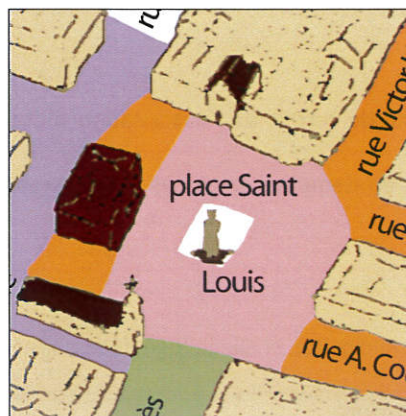
Il est par ailleurs convenu que la commune s'oblige à n'engager la responsabilité du bénéficiaire en cas de non respect de ses obligations que si des indices sérieux et convergents, l'amènent à considérer que le dommage est lié à ce manquement.

Pendant la période de la fête votive, les parasols sont protégés par les services municipaux. Seuls ces parasols sont pris en charge par les assurances de la Ville en cas de dégradations et de vandalisme. Si la volonté du restaurateur est de ne pas les protéger ou seulement partiellement, il incombera à ce dernier la totalité de la responsabilité des dégradations ou vandalisme.

ARTICLE 11 : occupation du domaine public Place Saint-Louis

DESIGNATION DE LA ZONE

La zone Place St Louis est constituée de l'ensemble du secteur entourant la Place et définie par les façades des bâtiments et leur prolongement pour les traversées de voirie.



Les panneaux des restaurateurs sur la Place Saint-Louis ne peuvent être déposés côté Statue. Un seul porte menu est accepté côté pourtour de la Place.

Aucun panneau, ardoise ou tout autre matériel ne peut être accroché ou appuyé sur ou contre les platanes ni sur les mâts ou baleines des parasols, ainsi que sur les barrières qui délimitent les terrasses et la Place.

Les panneaux, pots de fleurs ou tout autre matériel ne doivent pas être déposés sur le pourtour d'évacuation d'eau, lequel n'est pas concerné par l'occupation du domaine public.

ARTICLE 12 : occupation du domaine public INTRA-muros

DESIGNATION DE LA ZONE

La zone « Intra Muros » est constituée de l'ensemble de la zone située à l'intérieur de l'enceinte des remparts de la cité médiévale, à l'exception de la Place St Louis, définie à l'article 11.

Elle comporte plusieurs secteurs définis sur le plan suivant, tenant compte de la densité commerçante et de la fréquentation touristique.



Dans la zone piétonne de la Grand-rue Jean Jaurès, la limite d'occupation du domaine public, pour tous les commerces, s'arrête à l'intérieur du pavé parallèle à la façade.

ARTICLE 13 : occupation du domaine public – ZONE EXTRA MUROS

DESIGNATION DE LA ZONE

La zone « extra muros » est constituée de l'ensemble du territoire communal, exception faites des zones définies aux articles 11 et 12. Elle comporte une zone piétonne restreinte constituée des secteurs définis sur le plan suivant :

